

La Libre Belgique 10 september 2004

Choisir son destin

ÉDITORIAL

Oser dire: non, non, non et non

PAR FRANCIS VAN de WOESTYNE

Mis en ligne le 10/09/2004

L'automne politique belge s'annonce chaud. Les partis se préparent à se lancer dans une grande négociation institutionnelle dont notre pays s'est fait une spécialité. Faut-il craindre cette étape? Accepter les revendications flamandes par peur d'être lâchés par eux? Faire le gros dos et attendre la prochaine salve?

Non. La meilleure réponse que les francophones peuvent apporter tient en trois lettres: non. Non à de nouvelles «avancées» institutionnelles. Non à la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Non à une nouvelle dérive séparatiste. Pourquoi?

1. Le Forum a été créé, uniquement, pour répondre à l'obsession institutionnelle des Flamands. Soyons précis: non pas des Flamands, mais de certains hommes politiques flamands poussés dans le dos par les partis les plus extrémistes lancés dans une campagne de purification linguistique de la Flandre. Nombre de voix s'élèvent timidement, en Flandre, pour dire que les urgences ne sont pas d'ordre communautaire mais plutôt sociales, économiques, environnementales. N'y a-t-il personne pour les entendre?

2. Le système politique belge est compliqué. Normal. La Belgique est un pays compliqué qui tente de faire vivre sur un territoire étrié deux Communautés aux aspirations souvent divergentes. La paix communautaire est à ce prix: au prix d'accords alambiqués et coûteux. Mais pacifiques. Ailleurs, souvent, dans les pays où deux Communautés tentent de coexister, on se bat, on terrorise, on tue.

3. La survie du pays ne peut être assurée que si une Communauté n'a pas la volonté de dominer l'autre mais si les deux parties tentent de vivre ensemble dans le respect des aspirations

spécifiques de chacun.

L'unitarisme est mort. Il était sourd aux revendications légitimes des Régions et des Communautés. Le fédéralisme belge, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, est la seule voie possible pour les Flamands, les Wallons et les Bruxellois. Personne n'a intérêt à ce que la Belgique se disloque encore un peu. Il y a une ligne rouge à ne pas franchir. Briser la solidarité interpersonnelle, c'est casser le système. Les revendications flamandes ne sont plus culturelles: elles sont désormais économiques. Refuser d'aller plus loin, ce n'est pas justifier d'hypothétiques transferts, c'est vouloir garder un pays que, dans leur grande majorité, les habitants aiment et veulent conserver.

4. Les francophones ne peuvent pas tout accepter. Aujourd'hui, ils ne sont plus demandeurs. De rien. Il n'est pas question, pour eux, d'aller à cette négociation institutionnelle en rampant, tremblant de se faire trousser. Il est urgent que les partis francophones s'organisent, préparent la riposte aux arguments que les partis flamands ne manqueront pas de mettre sur la table.

© La Libre Belgique 2004